



En manifestation le 11 mars, en grève et dans la rue le 15 mars :

LES AGENTES ET AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES TOUJOURS DÉTERMINÉS !

Depuis le 19 janvier, les personnels des finances publiques se sont fortement mobilisés par la grève, par la participation aux actions et aux manifestations, s'inscrivant ainsi pleinement dans le mouvement social contre le projet de réforme des retraites.

Les taux de grève sont élevés et la mobilisation est loin de s'essouffler. Le 7 mars, avec près de 30 % de grévistes et 1/3 des structures de la DGFIP fermées, la mobilisation sort renforcée au 6e jour !

L'engagement des personnels de la DGFIP dans la lutte contre le projet de réforme des retraites démontre, dans un contexte inflationniste pourtant difficile, leur détermination.

Ce 8 mars, pour cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes, organisations syndicales et associations féministes se sont retrouvées pour faire le lien et combattre ce projet de réforme qui réduirait inévitablement les pensions de retraite des femmes et contribuerait à l'accroissement des inégalités femme/homme.

Nous avons tous bien compris à quel point cette volonté gouvernementale de réforme était injuste et brutale pour l'ensemble des salariés et en particulier pour les femmes. Ce projet n'a pour but que de faire payer aux travailleurs les dépenses publiques et les cadeaux faits aux entreprises et aux plus riches. Contrairement à ce que le gouvernement peut répéter, nous, personnels des Finances publiques, savons qu'il y a d'autres sources de financement possible pour soutenir non seulement le système par répartition actuel mais aussi pour l'améliorer.

D'autres voies existent, notamment en supprimant les exonérations des cotisations sociales patronales, inefficaces, en augmentant les salaires et en particulier ceux des femmes qui sont notablement inférieurs à ceux des hommes, ou en renforçant les moyens juridiques, techniques, humains et matériels pour lutter plus efficacement contre la fraude fiscale. Mais ces pistes de financement sont totalement et sciemment ignorées par l'exécutif. Pire, il instille sournoisement dans le débat public l'idée qu'il faut se diriger vers une retraite par capitalisation.

Ce qui est en jeu c'est un choix de société, un choix de répartition des richesses.

Le Gouvernement s'obstine.

Montrons-lui également notre détermination à obtenir le retrait de son projet de réforme en étant massivement

**DANS LA RUE LE SAMEDI 11 MARS,
EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE MERCREDI 15 MARS !**